

SKIKDA

COMMUNE D'EMZEDJ EDCHICHE

L'oignon d'El-Hadef Idriss,
une preuve de réussite

Appelé el-martinazi, en référence à sa couleur similaire à celle de la fameuse boisson gazeuse, l'oignon cultivé par El-Hadef Idriss, un agriculteur de la commune de Emzedj Edchiche, est fortement apprécié par les consommateurs. Pas trop acide et résistant à l'humidité, ce qui lui confère des qualités nutritives.

Il est rare dans les marchés de la wilaya de Skikda, notamment celui de gros de la commune de Salah Bouchaour, mais en abondance dans les souks de Chaouia et de l'Algérois. «Depuis quelques années, je travaille sur commande. Des commerçants natifs de la région de Teleghma font le déplacement jusqu'ici afin d'acheminer les quantités commandées en vue de les écouler dans les marchés de détail de Chaouia et d'Alger. Il est un peu plus volumineux que l'oignon ordinaire, c'est pour cela que les ménages skikdis le refusent. Son poids atteint parfois le 1 kg, mais il varie généralement entre 300 et 400 g. Cette spécificité a fait que son prix est un peu plus élevé», nous dira Salah Bouchaour.

«Les revendeurs skikdis le refusent en raison de son prix. Ils craignent de ne pouvoir l'écouler sur le marché de gros de Salah-Bouchaour, ce qui reste à confirmer bien sûr.»

Notre interlocuteur ne compte par s'arrêter en si bon chemin pour des histoires de goût et de prix. «Mon ambition est d'exporter l'oignon d'El Arch vers l'autre rive de la Méditerranée. Des contacts seront entrepris pour lancer la culture bio, ceci pour manger saint et éviter le recours aux engrais dont les prix sont devenues inabornables.»

El Hadef Idriss n'est pas propriétaire des terres qu'il cultive. «Chaque année, je loue des terres chez un particulier. Depuis une année, j'ai loué des terres pour cultiver de l'oignon (8 ha), du blé (11 ha). Aussi, je fais de l'élevage ovin, j'ai près de 140 têtes ovines, dans la région de Faid Enkhal, située entre les communes d'Emzedj Edchiche et Salah Bouchaour.» Pour gérer ses terres, il a créé près d'une vingtaine de postes d'emploi. «Ce qui demeure souvent insuffisant, en particulier lors des récoltes et de chargement des camions venus de Teleghma.»

Expérience et méthode de travail inédites, El Hadef Idriss est arrivé à avoir un rendement à l'hectare de l'ordre de 800 q, soit à peu près 476 000 q/an.

En moyenne, sa production d'oignon est de 500 q à l'hectare. «Je souhaite

transmettre le savoir que j'ai acquis en plus de 40 ans métier aux jeunes d'aujourd'hui. Cela pour exploiter les richesses indéniables que recèle le sol d'Emzedj Edchiche», nous dira-t-il après avoir visité toutes ses parcelles de terrain.

Pour rappel, la culture de l'oignon occupe une place prépondérante dans la commune de Emzedj Edchiche, daïra d'El-Harrouche. Selon les statistiques en notre possession, un peu plus du quart de la superficie globale lui est réservé, soit 360 ha.

En d'autres termes, elle représente un peu plus du quart de la superficie agricole utile estimée à 5 369 ha, et près de la moitié de la culture maraîchère estimée à 2 850 ha. Le taux moyen de consommation nationale par habitant et par an est de l'ordre de 2,5 q/an. A la lumière de ces données, et comme déjà rapporté, l'oignon de Mezedj Edchiche couvre à lui seul les



Photo : D. R.

besoins de toute la wilaya. Jusqu'à preuve du contraire, l'oignon n'a enregistré pour le moment ni pénurie ni hausse de prix qui aurait fait jaser les ménages. Lancée en 1984, la culture de l'oignon connaît un développement disproportionné aux aides logistique et financière accordées par l'Etat. En témoignent, entre autres, les

lamentables conditions socio-professionnelles des fellahs. Leur amélioration contribuera à l'augmentation de la production d'oignon.

«Axer les efforts sur l'amélioration de l'irrigation, aider le fellah à se procurer les engrais dont le tarif est de l'ordre de 6 000 DA le quintal, et assouplir les conditions

d'acquisition des tracteurs à travers notamment les facilitations d'acquiescer la fiche signalétique conditionnée, à son tour, par le statut de propriétaire terrien. Concernant ce dernier point, la plupart d'entre nous n'ont pas d'acte de propriété, c'est la ou le bât blesse», dira notre fellah.

Zaïd Zoheir

Ima Beach ou le tourisme de masse

Six concessions de plages sur les onze proposées par la commission de wilaya ont été accordées à des privés. Quatre plages sont situées sur la côte Larbi Ben M'hidi-Filfila et les deux autres à Ben Zouit, région de Kerker, et Kef Fatma à Ben-Azzouz. Les espaces destinés au public se rétrécissent comme une peau de chagrin.

Le tourisme de masse est en train de reculer. De nombreuses familles dénoncent cette nouvelle politique. «Pour planter son parasol, il faut d'abord payer», nous dira un père de famille, accompagné de ses trois enfants. «On est cernés. Les concessions de plages sont, d'un côté réglementées, et de l'autre, les tentes et les parasols sont alignés le long des espaces non concernés par la concession», se lamente un estivant.

Quoique les prix appliqués par les concessions sont souvent abordables, il n'en demeure pas qu'ils ne sont pas à la portée de toutes les bourses. «Je suis en congé et je compte emmener mes enfants de deux ou trois fois à la plage. Cela me reviendra à plus de 2 500 DA par semaine, frais de transport et bouffe compris. A votre avis, pourrais-je m'en sortir, moi un simple fonctionnaire ?» s'interroge un autre estivant. Il faut souligner qu'une concurrence déloyale s'est installée. Les

tentes et autres parasols sont implantés de façon anarchique. Après Nour Beach, Rania Plage, c'est autour de Ima Beach de créer l'évènement. «Notre objectif est de créer un grand parc aquatique. Un toboggan pour adultes de 15 mètres de haut et de 4 pistes sera installé dans quelques jours. Ceci en plus d'une piscine pour enfants, des pédalos et autres jeux. Pour cela, nous avons partagé la plage en trois.

Pour les jeunes célibataires, pour les couples sans enfants et une troisième pour les familles avec enfants», nous dira Kamel Bouchram, cogestionnaire de cette plage équipée de près de 100 tables avec chaises et parasols. Et d'ajouter : «Nous offrons deux sortes de cuisine, algérienne et syrienne. Pour la deuxième, nous avons mobilisé un personnel palestinien, de Ghaza, essentiellement composé de jeunes étudiants à l'université de Skikda.»

«Un repas coûte la modique somme de 600 DA, auquel s'ajoutent les 30 DA pour l'entrée au manège.» Ima veut dire maintenant en japonais. Ima Beach : c'est maintenant la plage, selon les explications données par le gérant.

La nouveauté réside dans la présence d'une infirmière durant la semaine en plus de celle prévue le week-end accompagnée d'un médecin. Ce n'est rien d'autre que l'application stricte du cahier des charges fixant les conditions et les modalités

d'exploitation des concessions de plages. Une obligation que les autres concessions ne remplissent pas. A Filfila, l'hôtel Belle-Vue a, dans le cadre de l'extension des activités hôtelières, bénéficié d'une concession. «Certes, c'est un début timide auquel nous assistons, mais il ne faut pas désespérer. Nous comptons justement animer cette région un peu morne par rapport à Larbi Ben M'hidi. Pour cela, il est prévu des soirées malouf et des sketches pour le public. 600 DA est notre tarif. C'est abordable.»

Au total, ce sont 36 parcelles mises à adjudication depuis 2004, date de promulgation du décret exécutif du 5 avril 2005, fixant les conditions et les modalités d'exploitation touristique des plages ouvertes à la baignade.

Parmi elles, sept ont fait l'objet d'annulation du droit de concession ; 3 suite à un désistement, 4 pour manquement aux conditions d'exploitation figurant dans le cahier des charges. Actuellement, seulement 29 sont opérationnelles.

La côte Larbi Ben M'hidi-Filfila, 17 plages sont cédées à des privés. Ces derniers contribuent à redorer le blason de la station balnéaire la plus fréquentée par les estivants. Restera à annihiler l'existence des tentes et les quelques relents de clochardisation pour espérer crier victoire.

Z. Z.